Reboursin : finances de la commune

Commune · Indre (36) · 104 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Reboursin affichait un encours de dette de 71 k€, soit 687 € par habitant, une épargne brute égale à 41,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1 ans.

Dette par habitant
687 €
71 k€ au total

Capacité de désendettement
1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
41,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
999 € / hab.
104 k€ au total

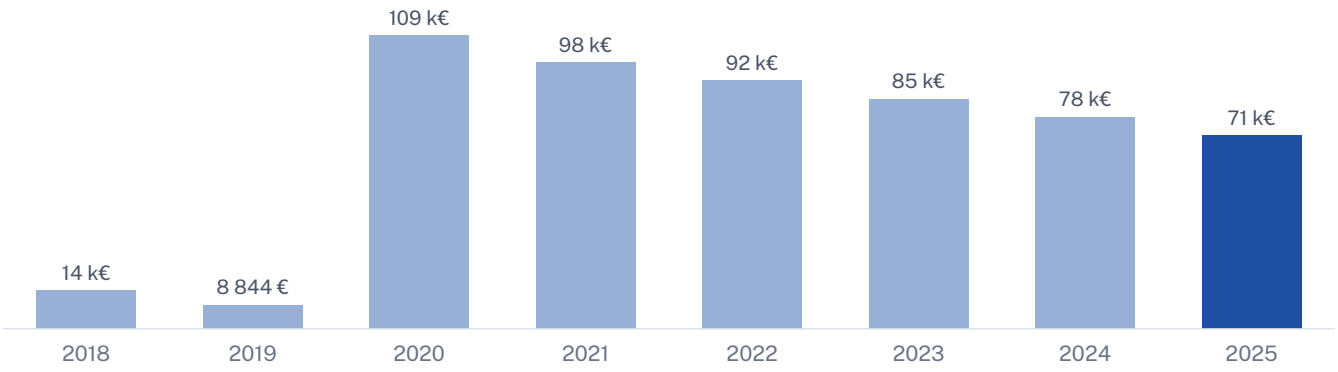
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	999 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	30,1 %	300 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	41,1 %	696 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	687 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	992 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	600 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 14 k€ en 2018 à 71 k€ en 2025 (+403,5 %). Valeur la plus haute : 109 k€ en 2020 ; la plus basse : 8 844 € en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	14 k€	16,6 %	0,9 ans	1 692 €
2019	8 844 €	23,9 %	0,4 ans	34 k€
2020	109 k€	24,1 %	4,5 ans	12 k€
2021	98 k€	19,3 %	4,7 ans	259 k€
2022	92 k€	47,5 %	1,1 ans	40 k€
2023	85 k€	38,3 %	1,5 ans	10 k€
2024	78 k€	11,7 %	4,3 ans	29 k€
2025	71 k€	41,1 %	1 ans	103 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Reboursin	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	687 €	396 €	+73,5 %
Impôts locaux par habitant	600 €	339 €	+76,7 %
Frais de personnel par habitant	300 €	149 €	+101,1 %
Investissement par habitant	992 €	189 €	+425,3 %
Taux d'épargne brute	41,1 %	20,8 %	
Capacité de désendettement	1 ans	2,1 ans	

Jumelles : Barchain (57), Bousseviller (57), Lansac (66), Vellerot-lès-Belvoir (25), Landécourt (54), Moirey-Flabas-Crépion (55), Blanche-Église (57), Vézaponin (02), Catheux (60), Saint-Bon (51). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	110	104	−5,5 %	−3,2 %
Dette par habitant	80 €	687 €	+754,4 %	−16,3 %
Impôts locaux par habitant	537 €	600 €	+11,7 %	+28,5 %
Frais de personnel par habitant	251 €	300 €	+19,4 %	+21,8 %
Taux d'épargne brute	23,9 %	41,1 %	+17,2 points	−5 points
Capacité de désendettement	0,4 ans	1 ans	+0,6 an	−0 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		4 314 €		1 687 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Reboursin	Comparaison
Habitants (2023)	102	−17,7 % depuis 2012 (département : −5,5 %)
65 ans ou plus (2023)	17,8 %	département : 29,7 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 4,9
Salariés du secteur privé (2025)	2	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

60 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 20 emplois, soit 49 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	14,1 %	3,7 %	1,3 %	37,5 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	14,1 %	6,6 %	6,6 %	20,8 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7,8 %	10,2 %	20,1 %	20,8 %
Professions intermédiaires	7,8 %	24,4 %	26,4 %	0 %
Employés	28,1 %	28,8 %	26,1 %	0 %
Ouvriers	28,1 %	26,5 %	19,5 %	20,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Centre-Val de Loire

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	20 860	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	16 010	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	15 790	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	15 770	1,5 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	15 490	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	15 300	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	14 430	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	14 310	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	14 110	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	13 050	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 010	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 430	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Indre (36)) : 5 835 au moins, dont 34,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	243	21 %
Agriculteurs	220	32,3 %
Infirmiers et sages-femmes	218	11,9 %
Viticulteurs, arboriculteurs	215	14 %
Employés de libre service	171	24,6 %
Secrétaires bureautiques et assimilés	167	32,3 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	147	49 %
Serveurs de cafés restaurants	143	32,2 %
Maraîchers et horticulteurs	140	52,9 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	127	0 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Reboursin
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	77 k€ pour 2 projets
Par habitant	740 € (communes de même taille : 260 € ; département : 276 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	39,8 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Videoprotection	7 322 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.